

Campagne d'Avent d'Action Vivre Ensemble

QUE D'OBSTACLES POUR AVOIR UN TOIT !

Jacques BRIARD

Le droit au logement n'est ni un privilège ni une réalité pour bien des habitants de Wallonie et Bruxelles. Il est pourtant inscrit dans l'article 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, dont c'est le septante-cinquième anniversaire ce 10 décembre. Et dans l'article 23 de la Constitution belge depuis 1994.

« **L**es budgets alloués aux différents plans de création et de rénovation de logements sociaux à l'échelle nationale sont colossaux, mais se voient sous-employés, puisque les différentes Régions enregistrent des excédents budgétaires », déplorent Action Vivre Ensemble et Miteinander Teilen (sa branche germanophone) dans le dossier *À bout de souffle - Parcours d'obstacles pour le droit au logement* basé sur de multiples données et témoignages. Même si, en Communauté germanophone, un nouveau décret sur le logement est en cours, en insistant sur la nécessité élémentaire de la mixité sociale. Réalisé à l'occasion de leur campagne d'Avent, cet état des lieux qui alerte sur les difficultés de l'accès au logement s'inscrit dans le prolongement des analyses des deux associations et de leur soutien à celles qui sont engagées dans la lutte contre la pauvreté et les exclusions sociales à Bruxelles et en Wallonie.

MANQUE DE LOGEMENTS SOCIAUX

Sans remonter à l'une des premières campagnes d'Avent qui, au début des années 70, abordait déjà la thématique du logement, ce dossier rappelle que celle-ci a été reprise pour la campagne de 1993 et approfondie dans l'étude de 2005 intitulée *Dis-moi où tu crêches*. Cependant, « rien – ou presque – n'a changé », constate cette étude. Soulignant qu'« a contrario, les statistiques du sans-abrisme, de manque de logements sociaux, etc., ont empiré ». Ainsi, il y aurait en Wallonie près de 40 000 familles en attente d'un logement social, tandis que 45 000 logements sont inoccupés (et 25 000 à Bruxelles), souvent en mauvais état. En attendant, alors qu'il faut entre quatre et dix ans pour obtenir un logement social, leur proportion sur l'ensemble du parc immobilier était en Belgique de 6% en 2020, contre 33% aux Pays-Bas et 21% au Danemark.

Voilà pourquoi « la lutte contre la vacance immobilière est essentielle pour augmenter le nombre de logements abordables », selon Action Vivre Ensemble, qui avance des so-

lutions telles que : la prévention, les plans *Stop Béton* initiés en Wallonie et en Flandre et le renforcement des Agences Immobilières sociales (A.I.S.) dont l'idée est née au siècle dernier dans une commission Quart-Monde d'un conseil pastoral namurois. Parmi les autres obstacles à dépasser figurent le statut de cohabitant, la précarité énergétique des locataires, diverses discriminations, mais aussi les causes et conséquences des expulsions, la loi fédérale anti-squat et le coût global du logement.

FEMMES SURREPRÉSENTÉES

Tableaux à l'appui, le dossier montre, dans ce domaine, la pléthore d'acteurs d'origine publique ou associative. Le dossier reconnaît aussi qu'il existe des aides institutionnelles, dont le parcours d'insertion au logement en Wallonie, ainsi que des alternatives, mais qu'il faut considérer comme des palliatifs à des manques de coordination, de communication et d'accompagnement social.

Les personnes isolées, les familles monoparentales et les aînés figurent parmi les plus vulnérables face au mal-logement. L'étude confirme aussi que les femmes sont surreprésentées et exposées à des difficultés supplémentaires. Elle parle ainsi de « femmes dans la précarité ou la double peine » et de « femmes à la rue, une invisibilisation genrée ». Augmenter le nombre de logements disponibles qui soient abordables et de qualité est une solution reprise dans la conclusion du dossier, fort justement intitulée *Le logement comme point de départ*. D'autres pistes d'actions sont proposées, notamment agir sur le coût global du logement et favoriser l'accompagnement de qualité.

SE MOBILISER ET SOUTENIR

Dans une vidéo brève et très claire, ces pistes prioritaires sont confirmées par des personnes de plus en plus précarisées sur le plan du logement. Et aussi par ceux et celles qui les accompagnent au quotidien à Bruxelles



© Vivre Ensemble-Dominique SERVAIS

HOME SWEET HOME.

Difficile à trouver pour les sans-abri et les mal-logés.

et en Wallonie, dont des responsables du Réseau bruxellois pour le droit à l'habitat et du lieu d'accueil pour sans-abri Li P'tite Buwèye (La Petite lessive) à Namur. Ces associations lancent des appels pressants pour une prise de conscience massive des citoyennes et des citoyens. Et aussi pour un appui aux acteurs de terrain engagés dans une problématique qui concerne les sans-abri ainsi que tous les mal-logés, en augmentation, qui vivent

dans des espaces trop petits, en mauvais état, mal isolés, humides, mal chauffés, trop chers, etc.

La présente campagne d'Avent propose de nombreux outils : des *Pistes de célébrations pour un Avent solidaire*, *Quatre petits contes de Noël* qui évoquent la recherche et la construction de maisons, des *Portraits de rue* réalisés par Dominique Servais près de la prestigieuse gare des Guillemins

à Liège (voir aussi *L'appel 10/2023*), et la *Gazette de l'Avent*. Dans son éditorial *Jésus n'avait pas droit au logement*, Mgr Delville, évêque de Liège, soutient notamment qu'« *il faut commencer par des initiatives concrètes* ». Initiatives que l'évêque référendaire pour Action Vivre Ensemble, Miteinander Teilen et Entraide et Fraternité relie à la visite des bergers pauvres dans la crèche. ■

▣ avent.vivre-ensemble.be/

CENT DIX PROJETS À SOUTENIR

Cette année, cent dix projets de lutte contre les pauvretés et exclusions sociales liés au logement et à bien d'autres problématiques vitales à Bruxelles et en Wallonie sont mis en avant durant la campagne d'Avent. Leur soutien peut se faire en participant aux collectes prévues ces 16 et 17 décembre dans les communautés chrétiennes ou via des dons. Les projets sont multiples et variés : des maisons de quartier et lieux d'accueil divers, des services comme Les infirmiers de rue, Les Compagnons dépanneurs et Un toit pour la nuit à Liège et alentours, La Porte ouverte visétoise, People's Place (ex-

Couleur Café) à Malmedy, le Réseau wallon pour le droit à l'habitat à Namur et l'agence immobilière sociale en région rurale germanophone Wohnraum für alle vog.

De plus, en tant que membres du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté (RWLP) et de la Coalition Climat, Action Vivre Ensemble et Miteinander Teilen ont été à l'origine du rapprochement de ces deux entités et de leur nouveau *Pacte Logement-Énergie* interpellant les partis politiques au sujet des émissions liées au très problématique état des bâtiments.

INDICES

SCANDALE SUISSE.

Active au Tessin et à Genève, la raffinerie d'or MPS Pamp est accusée de pollution massive de l'environnement au Kenya par la Coalition pour des multinationales responsables de Suisse.

EN ENTENDANT.

Afin d'améliorer la qualité d'écoute pour les personnes porteuses d'appareils auditifs, le vicariat de la santé du diocèse de Liège voudrait que tous ses doyennés soient équipés d'un système de "boucle magnétique" d'ici deux ans.



MOBILISÉS.

La Conférence épiscopale de Belgique a invité les catholiques à participer à la Marche sur le climat qui s'est déroulée à Bruxelles le 3 décembre, avant la Cop28. « *Parce qu'en tant que chrétiens, nous sommes appelés à prendre soin de notre maison commune, qui est pour nous un don reçu du Créateur.* »

DYNAMIQUES.

Réalisé par des membres de l'UCL, de l'Université de Kinshasa ainsi que de ACODEV, Justice et Paix et autres, le premier dossier de Youmanity.org est consacré à de nouvelles dynamiques de partenariats. (redaction@youmanity.org) . Et il y a aussi le site www.bonnes-nouvelles.be